

## **Contribution de l'ADF Consultation « Education Artistique et Culturelle »**

*Entre le 21 novembre et le 7 décembre 2012, le comité de pilotage de la consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle, mis en place par Aurélie Filippetti et présidé par Marie Desplechin, a auditionné près d'une centaine d'organismes institutionnels et représentatifs des acteurs œuvrant en faveur de l'éducation artistique et culturelle.*

*La contribution ci-dessous a vocation à appuyer le propos tenu lors de l'audition de l'ADF, le 27 novembre 2012.*

*Au préalable, l'ADF tient à rappeler qu'elle regrette les délais trop courts imposés pour cette consultation.*

- **La consultation du Ministère de la Culture coïncide avec la parution du Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République**

L'éducation artistique et culturelle (EAC) a été rappelée comme un enjeu crucial, un enjeu démocratique, par François HOLLANDE, à l'occasion des dernières BIS de NANTES 2012. Alors candidat à l'élection présidentielle, l'actuel Président de la République, qui défendait l'accès à la culture pour tous, affirmait que la démocratisation « relève de l'école, de la formation et demande des politiques de long terme ». Cet engagement devait se traduire par la mise en place d'une délégation interministérielle dédiée.

La modification du cadre législatif que nous propose le Ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, dans son Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, prend en compte l'Education artistique et culturelle dans son article 9.

L'article L.121-6 du Code de l'Education en vigueur énonce : « *Les enseignements artistiques contribuent à l'épanouissement des aptitudes individuelles et à l'égalité d'accès à la culture (...)* ». L'article 9 du projet de Loi, quant à lui, énonce : « *L'éducation artistique et culturelle contribue à l'épanouissement des aptitudes individuelles et à l'égalité d'accès à la culture (...)* ».

Sans débattre des détails de cet article dans sa totalité et en nous arrêtant uniquement à ces quelques lignes, on note que le socle commun de connaissances, « *qui détermine ce que nul n'est censé ignorer en fin de scolarité obligatoire, sous peine de se trouver marginalisé* », est donc réenvisagé, en vertu d'un passage de la seule pédagogie à l'enjeu, plus large, de l'éducation.

L'ADF se félicite que le Ministère de la Culture et de la Communication, par cette consultation, ainsi que le Ministère de l'Education Nationale, par l'article 9 tel que proposé dans le projet de loi d'orientation, reconnaissent l'importance d'un engagement fort en matière d'EAC.

A ce stade et pour clore cette courte période de consultation, l'ADF souhaite exposer les quelques points suivants, non exhaustifs, mais sollicite surtout la mise en place d'une

vraie période de concertation sur la durée, puisse s'ouvrir avec le Ministère de la Culture et de la Communication sur cette question.

- **Articuler les actions proposées aux jeunes pendant leurs différents temps de vie - L'Ecole au centre du projet**

- **L'EAC, un levier de rénovation de la pédagogie :** dans une société en mutation, le socle commun de connaissances doit évoluer afin de permettre au citoyen de bénéficier de tous les outils nécessaires à la meilleure appréhension du monde, dans sa complexité. A l'ère des nouvelles technologies, notamment, face à une jeunesse de « digital natives », le passage d'une pédagogie purement verticale à une mise en valeur des savoirs partagés doit trouver sa traduction dans les textes nationaux qui engagent les acteurs de l'éducation.
- **Généraliser l'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire :** la réforme des rythmes scolaires doit être l'opportunité de solder ce débat. L'école de la République doit assumer cette responsabilité qui lui incombe. Les valeurs de gratuité, d'universalité, de mixité sociale, de rencontre des cultures, de confrontations des différences fondues dans une identité républicaine commune, sont autant de préalables nécessaires à tout Plan National d'Education Artistique et Culturelle tel que semble l'ambitionner le Ministère de la culture, en bonne intelligence avec le ministère de l'Education nationale. Ajoutons que sans un principe d'obligation, sans cadre, sans évaluation, sans examen, ou sanction, nous n'aurons jamais l'assurance que l'EAC ne finisse pas par se fondre dans l'optionnel, le hors temps scolaire, l'animation socio-culturelle.
- **Reléguer l'EAC au périscolaire, voire au hors temps scolaire, c'est risquer de reporter la charge de ce pan de l'éducation sur les solidarités familiales,** acceptant par là de creuser plus avant les inégalités sociales (aux élèves issus de milieux favorisés la fréquentation des œuvres, des artistes, des lieux de culture...). L'objectif est bien ici de valoriser le rôle crucial de l'Ecole républicaine, garante de la qualité de la transmission des savoirs et des pratiques, et rempart contre tout glissement d'une éducation artistique et culturelle vers une logique d'animation socio-culturelle après la classe, financée par les familles.

- **Une approche territoriale et partenariale de l'EAC**

- **Les collectivités territoriales et l'engagement culturel :** depuis les premières lois de décentralisation en 1982, les collectivités territoriales, et singulièrement les conseils généraux en matière d'éducation artistique et culturelle, ont initié et développé des dispositifs placés sous leur responsabilité et adaptés aux réalités du territoire ; cette appropriation de compétences optionnelles a été possible via la clause de compétence générale et les cofinancements, corollaire indispensable. Aujourd'hui, 75% de l'investissement public en matière culturelle est assuré par les collectivités locales.
- **Le conseil général engagé depuis longtemps et volontairement dans l'EAC:** Il convient de rappeler que les conseils généraux sont d'ores et déjà engagés - volontairement - dans un très grand nombre de dispositifs accompagnés de volets financiers conséquents au sein des collèges dont ils ont la charge. (cf. Plans départementaux d'EAC - dispositifs type « collège au cinéma », souvent même déclinés dans certains territoires à d'autres champs artistiques, résidences d'artistes...).
- **Le conseil général et le bâti scolaire :** il est important de noter que si des bâtiments scolaires adaptés à l'EAC existent (salles de spectacles adaptées aux pratiques), c'est surtout grâce au double engagement des conseils généraux dans la construction et la rénovation des collèges mais aussi dans le soutien à la création

artistique dans des domaines très variés (cf. Le 1% artistique, qui permet de réserver, à l'occasion de la construction ou de l'extension d'un bâtiment public, 1% du montant global des travaux à la réalisation d'une œuvre d'art contemporain.)

- **le conseil général un échelon pivot en matière de coordination et de co-pilotage** : il est un échelon de proximité au territoire (aménagement du territoire, compétence lecture publique, archives départementales, musées, mais également accompagnement de publics variés via les compétences sociales, petite enfance, personnes âgées, en passant par le collège, la gestion du handicap, mais aussi l'insertion sociale... ) ; le département a également acquis au titre de l'application de la loi de 2004 et de la mise en place des schémas départementaux d'enseignements artistiques, une maîtrise, une expertise et un savoir-faire qui sont autant de leviers à activer pour une ambition plus large qu'est celle de l'EAC.
- **Il est nécessaire d'articuler les dispositifs existants (passer de la logique sectorielle à une logique transversale et de mutualisation)** : pédagogie/socle commun, éducation artistique et culturelle (Plan départementaux ou contrats territoriaux), enseignements artistiques (notamment via les schémas départementaux- SDEA) et pratique amateur.
- **Il est nécessaire de traiter des enjeux de gouvernance** : gouvernance partagée entre Etat et Collectivités, qui passe également par une étroite collaboration interministérielle Culture/Education nationale.
- **Il est nécessaire de sortir du volontarisme individuel et d'assurer un engagement national commun en matière d'EAC** : à ce jour, de nombreuses initiatives et de nombreux dispositifs reposent sur la volonté politique et la qualité des relations tripartites entre le conseil général, l'Inspection Académique et la DRAC, via des conventions ou de simples partenariats. L'EAC ne doit plus dépendre des volontés locales, aussi utiles et efficaces qu'elles puissent être. Elle doit être l'objet d'une collaboration étroite, d'une responsabilité partagée entre Etat et CT (envisager une contractualisation minimale obligatoire et pluriannuelle entre DRAC, Rectorat et CT (en l'occurrence, conseils généraux) ?).
- **Reléguer l'EAC au temps péri, voire extra-scolaire, c'est risquer de positionner les collectivités comme premiers acteurs, responsables et financeurs des dispositifs d'EAC et des parcours envisagés.** Les conseils généraux assument déjà et depuis longtemps une telle charge, et pas seulement sur le temps péri ou extra scolaire mais également sur le temps de l'école. Mais un tel objectif, s'il devient demain contraignant, en plus de ne pas être en adéquation avec la mission que l'Ecole républicaine semble vouloir s'assigner dans le cadre de la refondation actuelle, n'est pas réaliste dans le contexte d'étranglement financier des conseils généraux, toujours plus contraints au repli sur leurs compétences obligatoires.
- **L'équité territoriale, garante de la généralisation de l'EAC, passe nécessairement par une étape de correction des inégalités (l'Etat = rôle de péréquation)** : l'action conjointe du Ministère de la Culture et de l'Education nationale doit s'inscrire dans une logique corrective des inégalités territoriales. Il ne s'agit pas de penser de nouveaux dispositifs dans un premier temps, mais de stabiliser l'existant en palliant les zones blanches ou en difficulté. (Aide à la structuration de réseaux d'opérateurs culturels capables de porter une offre d'EAC, aide à la mobilité des élèves vers les équipements, la question du transport scolaire et des transports collectifs est également en jeu et il faudra aborder ce sujet...)

- **Le numérique et les nouveaux médias**

- **Pour permettre au citoyen d'appréhender la complexité du monde actuel, un accompagnement, une médiation sont nécessaires**, qu'ils s'adressent à un public très défavorisé, que les lieux de culture « intimident », pour le dire de façon simpliste, ou à la génération des « digital natives » qui cultivent « la culture de la chambre ». Dans une société de l'immédiateté, de la virtualité et de l'accessibilité à toute donnée en quelques clics, l'EAC a pour vocation de livrer les outils permettant de garder contact avec le vivant, le sensible, l'authentique, nécessaire à tout esprit critique.
- **Articuler EAC et outils numériques dans une logique de complémentarité enrichissante**, (culture vivante + culture numérique), plutôt que d'accepter une logique excluant ou clivante (publics défavorisés dits « empêchés » ou « éloignés » / choix de la seule culture numérique). Alors que se pose la nécessité de la médiation, les outils numériques doivent participer à cette dynamique. Il revient aux autorités publiques de se saisir de cet enjeu du numérique et de la numérisation, car il est d'intérêt général à plus d'un titre.
  - **Mieux former les acteurs**
- **L'ambition de l'EAC tel que l'ADF la défend est celle d'éviter à tout prix d'entrer dans une logique de prestations, de programmes « clés en main » ou d'animation socio-culturelle** qui aurait pour corollaires un saupoudrage accru d'actions et de financements et en conséquence des disparités territoriales elles-mêmes creusées.
- **Ceci implique également une prise en compte de la formation des acteurs concernés et le déploiement de l'EAC sur un temps long.** L'articulation de la place des artistes et des enseignants et des passerelles entre les filières/métiers doivent être envisagées (quel type de formations ? Envisager des formations communes ? )
- **L'Etat, par l'intermédiaire des DRAC**, doit assurer un rôle de conseiller dans l'identification des artistes et opérateurs culturels en capacité de consacrer un volume horaire adapté à l'ambition du projet, tout en proposant une offre de parcours de qualité.
- **L'expérimentation locale** doit être observée, évaluée, valorisée (collaboration Etat-CT nécessaire), afin d'appréhender la diversité des initiatives territoriales pour initier des « ponts » entre territoires et un maillage national efficace sur le long terme.
- **Le statut de l'artiste dans l'enceinte scolaire doit être repensé :** (volume horaire, agréments des établissements concernés, ouverture de droits aux allocations chômage, révision des annexes 8 et 10...). L'ADF souhaite s'associer aux travaux de réflexion qui pourront être menés ; en effet, l'association représentante des employeurs publics, en outre responsables de l'allocation RSA, dispositif vers lequel les artistes en situation de fragilité basculent malheureusement de plus en plus.